

Pierre Frustier

Pierre Taittinger

Patron de presse de l'entre-deux-guerres

Geste éditions / **Biographie**



Sommaire

Avant propos	p. 7
SAINTONGE, LA « PETITE PATRIE »	p. 15
Un Lorrain revanchard	p. 16
Une campagne saintongaise	p. 19
La conquête de la « Petite Patrie »	p. 26
Un officier d'élite	p. 28
La Chambre Bleu Horizon	p. 31
Création du Journal de Saintes	p. 37
LES CERCLES D'INFLUENCE DE PIERRE TAITTINGER	p. 43
Le cercle des anciens combattants	p. 44
Le cercle des amis politiques	p. 47
Le cercle professionnel	p. 51
Le cercle familial	p. 52
Un élu proche du terrain	p. 55
Hors du jeu électoral saintongeais	p. 59
PIERRE TAITTINGER, CITIZEN KANE CHARENTAIS	p. 67
Un commerçant voyageur	p. 68
Patron de presse à Saintes	p. 73
Royan et Jonzac sous influence	p. 76
Saint-Jean d'Angely résiste	p. 79
Les îles, La Rochelle et Rochefort	p. 82
Angoulême ou l'aventure du quotidien	p. 86
À Paris...	p. 90
Une emprise nationale	p. 93
UN ÉDITORIALISTE ENGAGÉ	p. 99
Une jeunesse patriote	p. 100
Au service de la Patrie	p. 104
Nationalisme et indépendance nationale	p. 108
Le « Grand Soir » du 6 février 1934	p. 114
Une droite charentaise éparpillée	p. 118
Travail, famille...	p. 120

CHRONIQUE D'UNE RÉPUBLIQUE MORIBONDE	p. 131
L'esprit de famille	p. 132
L'antichambre du pouvoir	p. 134
La Révolution Nationale se prépare	p. 138
Les alliés du Front de la Liberté	p. 141
L'ennemi intérieur	p. 145
L'ennemi héréditaire	p. 149
Premières nouvelles du Front	p. 156
CHRONIQUE DES TEMPS NOUVEAUX	p. 163
La vérité sur une défaite	p. 164
Rencontres autour de Vichy	p. 169
Serons-nous bolchevisés ?	p. 176
Le Relèvement National	p. 181
Le choix des armes	p. 187
FIN D'UN EMPIRE DE PRESSE	p. 192
La presse dans la tourmente	p. 193
La presse sous la botte	p. 195
Journalisme et propagande	p. 201
La presse charentaise épurée	p. 207
Liquidation d'un groupe de presse	p. 211
Le prisonnier de Paris	p. 218
ÉPILOGUE	p. 223
Dernières pages	p. 223
L'héritage politique	p. 225
Champagne pour tout le monde	p. 230
Index chronologique des articles de Pierre Taittinger	p. 236
Bibliographie	p. 264
Index des noms cités	p. 267

Avant-propos

Taittinger. Le nom de cette famille est aujourd'hui une signature illustre dans le monde des affaires comme dans celui de la politique. Au travers du champagne, c'est un symbole mondial du luxe et du bon goût français, une enseigne que l'on croirait inscrite depuis des siècles dans le patrimoine national. Et pourtant, c'est il y a moins de cent ans que débute l'histoire de cette fortune, au cœur de la Saintonge, et en 1943 seulement que le patronyme s'impose sur les étiquettes d'un breuvage qui va faire une partie de sa réputation.

La généalogie des Taittinger enracine la famille aux environs de Metz depuis le XVII^e siècle. Lorsque les troupes allemandes envahissent la France, en 1870, Simon-Pierre fuit Silly-sur-Nied et la Lorraine. Son fils, Pierre-Alexandre, malgré ses dix-huit ans, s'engage dans l'armée française pour défendre sa terre natale. Peine perdue, l'envahisseur l'emporte et contraint les Lorrains qui veulent rester Français à l'exode. Le 29 septembre 1872, avec cent cinquante mille autres Alsaciens-Lorrains, les Taittinger rompent avec leurs racines et signent l'acte par lequel ils optent pour la nationalité française. Conservé par la famille, ce document officiel est vénéré comme une relique. Cela signifie pour eux le départ des terres conquises par les Allemands, l'exil à Issy-les-Moulineaux. L'événement va marquer profondément les générations à venir.

Pierre-Alexandre épouse Caroline Testut, fille de l'inventeur des instruments de pesage du même nom, en 1878. Ensemble, ils ont trois

enfants : Marthe, Madeleine et, enfin, Pierre-Charles, le 4 octobre 1887. À partir de 1881, Pierre-Alexandre est ingénieur aux Forges et Ateliers de Saint-Denis (banlieue parisienne), puis administrateur de ce qui est devenu la Compagnie des Wagons-Lits. En même temps, il accède à la fonction d'adjoint au maire de la ville. De tels parents sont un digne exemple pour le fils dont la voie semble tracée, royale, vers la politique et l'entreprise. Hélas, lorsque Pierre-Alexandre perd son travail, vers 1904, son fils est obligé d'abandonner ses études au lycée Chaptal pour subvenir aux besoins de la famille. Il a alors dix-sept ans et trouve un emploi de vendeur au bazar Duré, boulevard Magenta, appointé à 80 F par mois. Plus tard, de 1909 à 1911, il effectue deux années de service militaire, au 9^e Cuirassier de Noyon, qui lui permettent de briller dans les compétitions de sabre à cheval.

Jusque-là, rien ne présage que l'avenir et la fortune de la famille Taittinger, ceux de Pierre-Charles en particulier, passeront par la Saintonge avant de s'accomplir en Champagne. Une seule chose est déjà profondément inscrite dans l'histoire familiale : l'amour viscéral pour la France et, en arrière-plan, le désir de prendre une revanche sur le destin en boutant l'Allemand hors de la province des ancêtres. Sur ce terreau, Pierre Taittinger (il n'utilise pas son second prénom, Charles), construit une carrière politique et industrielle que le hasard fait débiter en Charente-Maritime, à Saintes. Cet épisode saintongeais aurait pu être anecdotique, loin s'en faut puisque l'entrepreneur s'installe sur les bords de la Charente pour une cinquantaine d'années. Là, il va débiter une carrière politique qu'il achève en 1965, à sa mort ; là encore, il devient propriétaire de ses premières entreprises et, surtout, il développe un empire de presse qui sera l'objet principal de cette étude.

La multiplication des titres de journaux à partir d'une même imprimerie est, au début du XX^e siècle, un phénomène classique. Il atteint, en Charente-Inférieure¹, une importance assez considérable (voir encadré p. 12 « Regards sur la presse de Charente-

Maritime »). Pour autant, aucun des patrons de cette presse de « groupe » n'affiche des ambitions extra-départementales. Il s'agit plutôt pour eux de rentabiliser leur matériel d'imprimerie sans engager trop de frais dans la collecte ou la distribution de l'information. Au cours de la période 1919-1944, Pierre Taittinger va avoir une ambition différente, celle d'appuyer une pensée politique personnelle, une carrière électorale et un empire économique sur la presse. Créateur d'un journal à Saintes en 1920, il n'aura de cesse d'acheter, en Charente-Inférieure puis dans la France entière, des titres et des imprimeries qui vont l'accompagner jusque dans les hautes sphères du pouvoir politique et économique de ce pays.

L'exemple le plus connu de ce type de développement économique est Robert Hersant, peut être parce que son activité, exercée après la seconde guerre mondiale, a des prolongements contemporains, à travers Le Figaro, par exemple. Pierre Taittinger fait en la matière figure de précurseur oublié car il voit son ambition politique et médiatique stoppée par la guerre, au moment où commence celle du « Papièvre »². Une différence essentielle persiste pourtant entre les deux hommes, Taittinger a su construire un patrimoine économique bien plus diversifié que Hersant, ce qui place aujourd'hui ses héritiers parmi les plus grandes fortunes de France.

Le propos de ce livre concerne, au premier chef, le patron de presse charentais. Comment ce Lorrain part-il à la conquête politique de la Saintonge ? Avec quelles personnes y travaille-t-il ? Avec quels journaux et comment ces médias locaux concourent-ils à son parcours politique ? Une partie de cette carrière politique et médiatique se déroule ensuite hors du département. Il est toutefois difficile d'obérer complètement cette facette du personnage car elle a parfois des répercussions trop intimement liées au territoire saintongeais mais ce n'est pas l'essentiel de notre propos qui peut se limiter entre deux dates : 1920, création du Journal de Saintes, et 1944, édition des derniers journaux. La presse

Taittinger qui, en Charente-Maritime en particulier, a continué de paraître sous le contrôle de l'occupant est interdite, les imprimeries confisquées. Pierre Taittinger, président du Conseil municipal de Paris est arrêté et incarcéré quelques mois.

Les activités de presse étant alors soldées, l'ascension politique stoppée, Pierre Taittinger se consacre surtout à des activités économiques hors de Charente-Maritime, c'est donc une autre histoire qui commence.

- 1 - Le département prend le nom de Charente-Maritime en 1941.
- 2 - Titre d'un ouvrage de Henri de Grandmaison qui narre de façon à peine romancée les péripéties de la vie de Robert Hersant. Ce surnom restera au patron de presse.



La façade du marchand de journaux de Ruffec (Charente) témoigne de la diversité de la presse des années 1930.

Regard sur la presse charentaise

En cette fin de xx^e siècle, l'information écrite s'étiole quelque peu en Charente-Maritime : un seul quotidien, une poignée d'hebdomadaires et quelques périodiques divers témoignent mal du passé bouillonnant de la presse départementale. En effet, la presse charentaise-maritime voit le jour en 1808 lorsque *Les Tablettes des Deux Charentes* sont éditées à Rochefort. La *Bibliographie de la Presse Française*¹ ne recense pas moins de 252 titres entre 1865 et 1944, sur le territoire de ce qui était alors la Charente-Inférieure. Nos recherches personnelles ont encore permis d'ajouter quelques unités à ce total².

Dans cet inventaire, on s'aperçoit que le département a connu 9 quotidiens, 41 bi-hebdomadaires, 138 hebdomadaires, 16 mensuels et 48 publications à périodicités diverses. Cette statistique globale fluctue, néanmoins, selon les périodes. Avant 1881, date de la loi sur la liberté de la presse, les autorisations de publication sont rares et limitées, le contrôle sévère. 45 titres parviennent malgré tout à exister. Avec le droit d'imprimer librement les opinions, on assiste à une floraison de créations que seule stoppe la guerre de 1914. Entre 1881 et le conflit, 83 hebdomadaires, 27 bi-hebdomadaires, 12 trihebdomadaires et rien moins que 4 quotidiens accompagnent une quinzaine d'autres publications. Un total de 141 titres qui représentent bien la diversité des opinions de l'époque si on s'en réfère à leurs titres ou sous-titres : 39 « républicains » y devancent une kyrielle d'appellations

plus ou moins contrôlées : « républicains indépendants », « progressistes », « libéraux », « plébiscitaires », « de gauche », et des étiquettes plus identifiées : « royalistes », « conservateurs », « anti-socialiste », « union nationale », « démocrate », « radical », « radical-socialiste » et « socialiste ».

L'Entre-deux-Guerres marque le début du déclin de la presse départementale. On n'y recense plus que 52 titres (un quotidien, un bi-hebdomadaire, 30 hebdomadaires 10 mensuels et une autre dizaine de publications diverses). Ces chiffres, bien sûr, seront considérablement réduits pendant l'occupation, période au cours de laquelle seront, malgré tout, imprimés 31 titres (dont 23 hebdomadaires).

Toutefois, l'abondance des titres de la presse départementale entre 1865 et 1944 cache déjà une autre réalité : le poids de l'économie sur la communication. Celui-ci se manifeste par l'existence de véritables groupes de presse locaux qui, sur la base d'une imprimerie, abreuvent les principales villes du département de journaux dont seul le titre diffère. Ainsi, dans le cadre de la Thèse d'Université que nous avons consacré à la presse insulaire, nous estimons que 30 % des journaux étaient en fait des copies conformes d'un « journal-père », le plus souvent basé dans les grands centres que sont La Rochelle, Rochefort, Saintes et Royan³.

1 - Thoumin, Daunas & Watelet 1964 : *Bibliographie de la Presse Française politique et d'information générale 1865-1944* (Charente Maritime).

2 - Frustier 1989 : *Un siècle de presse locale, les îles du littoral charentais (1881-1980)*. 1992 : *La Presse insulaire in Ré, une terre à fleur d'eau*. 1995 : *Un siècle de presse insulaire*.

3 - Frustier 1989 *op. cit.*



Pour sa première apparition dans *le Progrès*, le 5 septembre 1913, Pierre Taittinger a recours à la photographie. Un luxe encore rare dans la presse locale, et qui lui permet de rompre plus vite son anonymat (*Bibliothèque Municipale de Saintes*).

Saintonge, la « Petite patrie »

Au retour de son service militaire, en 1911, Pierre Taittinger n'a pas de situation. À vingt-quatre ans, il est grand temps de choisir sa voie. Justement, Louis Burnouf, époux de sa sœur Marthe, lui propose de devenir représentant de la compagnie de distribution de champagne qu'il a créée. Pierre travaille ainsi pour l'Union Champenoise, d'Épernay, et les vins de Saumur Bouvet-Ladubay. « Le champagne devenait indissociable de la fête dans les soirées parisiennes, raconte son fils Claude. Tout en s'intéressant à la vie politique, si fertile en rebondissements dans les années précédant la Grande Guerre, mon père développe avec succès ses activités professionnelles. Ses premiers clients appartiennent aux milieux bonapartistes de la capitale avec lesquels il se sent en communion d'idées. Disciples de Maurice Barrès, les uns et les autres, le Prince Murat, Guy de Cassagnac, François de Suarez d'Aulan et Ernest Archdeacon – fondateur de l'Aéro-Club de France et mécène des premières manifestations aériennes – vont lui apporter un précieux appui »¹.

Le hasard lui fait découvrir le monde du champagne et lui permet de fréquenter un milieu dont les idées politiques ne peuvent que fortifier la tradition nationaliste familiale. Ce même hasard, stimulé par ses engagements personnels, le conduit sur les bords de la Charente pour une première expérience politique qui se transforme, l'amour et la guerre aidant, en une réussite politique et sociale.

Un Lorrain revanchard

Fidèle à ses racines lorraines, il milite très tôt pour la revanche de 1870 et s'inscrit aux Jeunesses Plébiscitaires, parti inspiré par le nationaliste Déroulède, sans doute vers dix-huit ans. Après son service militaire, il en devient vice-président et, à ce titre, prononce un discours remarqué par la presse, à Paris, le 10 décembre 1912, pour fêter l'anniversaire de l'élection du Prince Louis-Napoléon en 1848. « M. Paul de Cassagnac, dans une remarquable allocution d'une formule littéraire parfaite, et M. Pierre Taittinger, vice-président de la Jeunesse Plébiscitaire, dans un appel fort goûté à la jeunesse de France, sont vivement acclamés » – souligne la presse de l'époque². L'année suivante, il accède à la présidence du mouvement. Ses contacts professionnels, rejoignant ses convictions politiques, lui fournissent sans nul doute de précieux appuis.

*L'Appel au Peuple des Charentes*³, presse locale « bonapartiste », épithète dont la qualifie le rapport préfectoral de juin 1907⁴, se fait depuis quelque temps l'écho des activités parisiennes du groupuscule plébiscitaire et de son jeune orateur. À dater du 15 août 1913, fête de la « Saint Napoléon » selon le titre du journal, elle va donner régulièrement la parole à Pierre Taittinger qui, dès cette première intervention s'interroge : « Combien étaient-ils ceux qui, en 1830 et 1848, venaient ajouter des pavés sur la barricade au sommet de laquelle flottait ce drapeau tricolore avec la pensée que le règne de la liberté, ce serait le règne de Napoléon ? ». Comment le militant bonapartiste parisien, exilé des départements de l'Est, peut-il se retrouver si loin de ses attaches, en Saintonge ?

Les premières apparitions de Pierre Taittinger à Saintes datent de septembre 1913 et elles sont, déjà, médiatiques. Cette année-là, il prépare sa candidature aux élections législatives, et la presse locale le présente ainsi : « Le Comité Politique

Plébiscitaire de Paris vient de désigner M. Pierre Taittinger, Président de l'Union de la Jeunesse Plébiscitaire de la Seine comme candidat républicain plébiscitaire dans la première circonscription de Saintes. M. Pierre Taittinger n'est cependant pas un avocat, mais un homme d'affaires ; cette dernière qualité, d'ailleurs, le rattache à notre région par de nombreuses relations commerciales ; tout dernièrement encore, il fit d'importants achats de vins pour de puissantes maisons auxquelles il est attaché par des liens de parenté »⁵. Quelques mois plus tard, le même journal apporte cette précision : « M. Pierre Taittinger est attaché à notre contrée par des liens de parenté commerciaux depuis le 1^{er} mars 1911 ». Ceci peut être interprété comme le fait que le contrat d'embauche de Pierre par son beau-frère date de ce jour-là. Cela ne nous renseigne guère sur les motifs qui l'amènent précisément à Saintes.

Claude Paillat⁶ émet l'hypothèse de l'intervention d'un Clément Villeneau, négociant en cognac. Villeneau est certes un très grand ami politique, mais il est avocat à la Cour d'appel de Paris, partageant sa vie entre la capitale et Ternant, commune des environs de Saint-Jean-d'Angely, dont il est conseiller municipal. Malgré l'erreur sur la profession de Villeneau, voilà un indice qui peut paraître satisfaisant. La piste politique fournit une autre possibilité : Gaston Le Provost de Launay. Rochelais de naissance, ce dernier est alors Président des comités plébiscitaires de la Seine, ce qui légitimise son intervention, théorie soutenue par Jean Philippet⁷. Le fait que ces deux personnalités vont se retrouver aux côtés de Taittinger sur la liste des législatives augmente les présomptions. Lequel, de Le Provost ou de Villeneau, a le premier l'idée d'inviter Taittinger en Charente-Inférieure ? Est-ce bien eux ? Claude Taittinger avance pour sa part le nom du Prince Murat, un autre proche de la famille⁸. Peu importe en fin de compte, le jeune Lorrain va très vite montrer qu'il sait fort bien se débrouiller lui-même.

Taittinger ne tarde pas à s'imposer aux lecteurs de la presse saintaise puisque, dès le 5 septembre 1913, dans *Le Progrès*, et le 7 dans *L'Appel*, il est présenté comme nouveau collaborateur. Le même jour, son premier éditorial, « L'œuvre nécessaire », situe bien son engagement politique : « La mission d'un Chef est plus haute et plus grande. Il doit s'inspirer des besoins de la masse, concilier les droits de chacun avec les libertés de tous. Pensée qui prévoit et qui dirige, il doit être selon la parole du Premier Consul, avant tout et par-dessus tout : National. Un Chef, dans une République véritablement démocratique, devrait avoir derrière lui la consécration d'une consultation populaire, qui ferait de lui, aux heures de crise, l'Arbitre suprême entre les mains duquel reposeraient les destinées de la nation ». Par ces mots, Taittinger justifie, s'il en est besoin pour les lecteurs de ces journaux d'opinion, les objectifs des Jeunesses Plébiscitaires : l'élection du Président de la République au suffrage universel. Il explique clairement les raisons de son choix dans un article intitulé « Révision ! » : « Dans une démocratie, pour assurer l'indépendance du pouvoir exécutif vis-à-vis du pouvoir législatif, il faut lui donner une existence légale. [...] La constitution de 1875 non contente d'avoir donné au chef de l'État une origine suspecte, a ramené mesquinement son rôle à ce qu'en terme de théâtre on appelle une « utilité ». La tare capitale du régime provient de ce fait indéniable que nous ne sommes pas gouvernés »⁹.

Nul besoin de préciser quel est le candidat favori de *L'Appel* puisque chaque numéro parle du Prince Napoléon. Par exemple, le 16 août, à Bruxelles, le Prince a reçu une délégation des Jeunesses Plébiscitaires conduite par Pierre Taittinger. Quelques mois plus tard, en pleine campagne électorale, Le Provost de Launay, candidat dans l'autre circonscription de Saintes, signe un éditorial sans ambiguïté : « Ou Napoléon, ou l'anarchie »¹⁰. Au bout du compte, ses adversaires ont beau jeu

de souligner les tendances conservatrices de Taittinger en le qualifiant de « candidat du pape et d'une réaction césarienne »¹¹.

Une campagne saintongaise

En Charente-Inférieure, terre du Radicalisme, les élections de 1914 se préparent dans une relative indifférence. Le scrutin de circonscription favorise les élus en place, bien connus de leurs électeurs, on se méfie peu d'un trublion de dernière heure. Le sous-préfet de Saintes ne croit même pas à sa présence : « La réélection de M. Lauraine ne pourrait être compromise que si le parti bonapartiste, qui a assuré son premier succès en 1898, venait à l'abandonner et à présenter un candidat. Mais cette éventualité ne se produira vraisemblablement pas. L'on m'a annoncé, en effet, que le 11 septembre dernier, au cours d'un déjeuner politique, qui a été donné à Thénac par M. le Baron Eschasseriaux, ancien député bonapartiste, il a été reconnu qu'il serait imprudent d'opposer à M. Lauraine un concurrent »¹². C'est donc une grosse surprise lorsque, en novembre 1913, la presse locale annonce la candidature de Taittinger, désigné par le comité politique plébiscitaire de Paris¹³ pour la première circonscription de Saintes.

Candidat « parachuté », dirait-on aujourd'hui, Taittinger va s'appuyer sur la presse pour s'adresser directement à ses futurs électeurs. Il bénéficie pour cela de l'aide de plusieurs titres, dont certains ont déjà été évoqués et qui ont pour commun dénominateur de sortir des presses de l'imprimerie saintaise Orliaguet (*voir encadré p. 21 « Orliaguet, une dynastie d'imprimeurs »*). Dans ses éditoriaux, Taittinger n'hésite pas à bousculer les hommes en place en dénonçant « Le veau d'or parlementaire »¹⁴ et en prenant à témoin les lecteurs : « Le pays

de Saintonge est près de se ressaisir ; il est resté au fond toujours fidèle à ses convictions traditionnelles mais il ne pourra se libérer du joug libéral qu'en reprenant la vieille et fière devise de la vraie République : Tout par le Peuple et pour le Peuple » ¹⁵. Dès lors, ses interventions se retrouvent pratiquement dans chaque numéro du *Progrès* ou de *l'Appel*. Malgré sa jeunesse, le candidat a des idées et tient à les défendre, pas seulement par écrit.



Pierre Taittinger (Bibliothèque Municipale de Saintes).

Orliaguet, une dynastie d'imprimeurs

Candidat « parachuté », Taittinger bénéficie de l'aide de plusieurs titres qui ont pour commun dénominateur de sortir des presses de l'imprimerie saintaise Orliaguet, Boulevard Guillet-Maillet jusqu'en 1912, puis rue Urbain Loyer, dans une ancienne chapelle, et enfin à l'angle de la rue Mauny et de la Place de l'Échevinage où se trouve aujourd'hui un magasin de vêtements.

La famille Orliaguet a un long passé militant au service des forces conservatrices. Pierre Orliaguet, fondateur de la dynastie, imprimait à Angoulême un journal des Jeunesses Plébiscitaires intitulé *Le Suffrage Universel*, influencé par M. Cuéno d'Ornano ¹. Lorsqu'il s'installe à Saintes, il lance *Le Progrès de la Charente-Inférieure* et imprime *L'Appel au Peuple des Charentes* et *Le Saintongeais*. Dans un rapport sur la presse de juin 1907 le sous-préfet de Saintes dit que *L'Appel au Peuple*, « Bonapartiste, peu répandu en Charente-Inférieure, l'est davantage en Charente » car cet organe appartient aussi au député de Cognac Cuéno d'Ornano ². Il ajoute que *Le Saintongeais* est l'« organe nationaliste de M. de Montebello, conseiller général de Montendre ». Trois titres, c'est déjà beaucoup pour une petite imprimerie.

Pierre Orliaguet laisse son entreprise à ses deux fils, Fernand, qui meurt en 1911, et Justin. Résolument conservateur, le « groupe » se met au service de Taittinger et devient le creuset de son empire de presse. Le jeune député ajoute son *Journal de Saintes* puis, président du Syndicat Agricole, apporte à son imprimeur fétiche *Le Moniteur du Syndicat Agricole*.

À l'occasion, il lui confie d'autres tâches comme l'impression de son premier livre, *Après la bataille*.

Lorsque Justin Orliaguet disparaît, son épouse, mais surtout sa belle-sœur, Jeanne Blancheton, assument la direction de l'imprimerie. Elles poursuivent cette tâche même après 1938, alors que Pierre Taittinger est devenu propriétaire de l'entreprise.

1 - *Le Progrès*, 29 mars 1911.

2 - AD 17 (4M10/26),



Supplément à « l'Appel au Peuple des Charentais » du 14 Septembre 1913

Les affiches de la première campagne électorale de Pierre Taittinger ne cachent pas son appartenance au parti Bonapartiste (*Archives départementales de la Charente-Maritime*).

Pour combler sa méconnaissance du terrain, il entreprend une campagne marathon qui débute le 30 novembre à Varzay et le 1^{er} décembre à Saintes alors que les élections ne sont prévues qu'en avril et mai 1914. Taittinger en a certainement bien besoin car ses adversaires ne croient toujours pas à sa candidature en février 1914 : « Il paraît que M. Joseph Pascal, dont *Le Progrès* avait annoncé, à grand renfort de grosse caisse, la candidature bonapartiste dans la 2^e circonscription de Saintes, renoncerait (ô sagesse), à solliciter des électeurs leurs voix en mai prochain [...]. Il serait, dit-on, candidat dans une circonscription de Lille. C'est ce qui explique sans doute le silence constant, depuis quelque temps, que professe à son endroit *Le Progrès*, tout plein de louanges pour M. Taittinger qui, lui, fut importé en vue de la 1^{ère} circonscription... A quand le départ de ce dernier!... »¹⁶.

Même ses plus fervents soutiens lui font parfois des infidélités. Ainsi, le 22 février Taittinger est sur quatre colonnes à la « Une » du *Progrès* alors que *L'Appel* préfère se consacrer à la naissance du Prince Louis-Napoléon. Bref, l'affaire est mal engagée. Début mars, le sous-préfet ne lui accorde encore aucune chance : « étranger à l'arrondissement, inconnu il y a quelques jours encore des électeurs de la circonscription, l'appui des chefs réactionnaires ne pourra lui apporter les 4 160 voix de M. Thirion »¹⁷ (adversaire de Lauraine aux élections précédentes).

Le jeune candidat est-il conscient de ce déficit de crédibilité ? En tout cas, il décide d'intensifier sa campagne. Alors que nous avons pu relever neuf réunions de décembre 1913 à fin février 1914, nous recensons plus de soixante-dix rendez-vous avec les électeurs au cours des deux derniers mois de campagne, à raison de deux à trois réunions certains jours. Il ratisse large, comme le dit l'expression populaire, n'hésitant pas à visiter la moindre commune, voire de gros hameaux. Ainsi, au cours de la dernière semaine, on le retrouve le samedi 18 avril aux Tourneurs

(13 heures), Thénac (15 heures), Lucerat (20h30); le 19 à le Prunelas (10 heures), le Seurre (17h30), la Foucherie (20h30); lundi 20, à Migron (13 heures), Echebrune (16 heures), Varzay (20h30); mardi 21, retour à Migron (17 heures) puis Chermignac (20h30); mercredi 22, à la Chapelle-des-Pots (13 heures), Pessines (17 heures) et Montils (20h30).

Sans doute ne connaît-il pas toujours le même succès qu'à Pons, patrie du radical Émile Combes, où, en janvier, il rassemble, selon *Le Progrès*, plus de 700 personnes. Mais il développe certainement les mêmes thèmes : programme politique et réfutation de son parachutage. « Ce que nous voulons, c'est la révision de cette Constitution, nous voulons un Chef de l'État responsable et nommé par le peuple comme cela se passe dans tous les autres pays », affirme-t-il d'abord. Puis, à ceux qui ne le connaissent pas encore : « On vous reproche, me disait mon interlocuteur, de ne pas être du pays et votre nom a une consonance étrangère. Si je suis venu sur cette terre hospitalière de Saintonge, c'est qu'en outre des intérêts commerciaux qui m'y rattachent, plusieurs personnalités de nos amis sont venus demander le concours de ma fougueuse jeunesse et de mon inlassable dévouement au parti plébiscitaire »¹⁸.

Les adversaires, eux, ne s'y trompent pas. Dans la presse locale, Taittinger est le seul candidat d'opposition auquel ils s'intéressent, bien évidemment pour l'éreinter. Faut-il que sa personnalité ait de l'impact sur les foules pour ainsi mériter leurs lazzis. À la surprise des analystes, et même de ses détracteurs, non seulement le jeune Parisien ne retire pas sa candidature mais, au contraire, il réussit à s'implanter en Saintonge pour de nombreuses années. Le destin est parfois narquois. Alors que le canon tonne à la frontière de la province de ses aïeux, Taittinger trouve sur les bords de la Charente une nouvelle famille.

La conquête de la « Petite Patrie »

Très vite, Taittinger rencontre des supporters parmi ceux qui souhaitent un changement. Le 28 décembre 1913, un dénommé A. V. signe, en rubrique « Saintes » de *L'Appel*, un texte intitulé « Pas connu, trop connu » qui dit : « Entre M. Lauraine et M. Taittinger, il ne doit y avoir aucune hésitation. Si le second n'est pas connu, le premier l'est trop ». Dirigées par M. Javaud, les Jeunesses Plébiscitaires de Saintes, baptisées les Aiglons de Charente, appuient sa candidature. Malgré tout, une campagne de terrain n'est pas inutile pour la grande masse des électeurs qui veut mettre un visage sur son bulletin de vote. Au fil des réunions publiques, Taittinger se fait voir, apprécier. Sa photo orne aussi plusieurs fois les pages de ses journaux favoris.

À Saintes, c'est dans les locaux du *Progrès*, l'ancienne chapelle de la rue Urbain Loyer, qu'il tient ses réunions. Souvent, il partage la parole avec Gaston Le Provost de Launay, candidat sur la seconde circonscription de Saintes, et non moins engagé que lui dans le parti Plébiscitaire. Les deux compères partagent la même permanence électorale, 21 rue de l'Ancien-Palais (aujourd'hui rue des Jacobins), adresse personnelle de Le Provost dans sa lettre de candidature. Dans la sienne, en date du 14 avril 1914, Taittinger se dit « négociant » villa Logerais à Bois Colombes¹⁹, ce qui est l'adresse de ses parents. Où donc habite-t-il lorsque les nombreuses activités qu'il s'attribue le retiennent à Saintes ?

Le 27 mars 1914 *Le Progrès* note l'intervention dans la campagne d'une forte personnalité locale, le négociant Jules Guillet. Maire de Saint-Georges-des-Coteaux depuis 1892, conseiller général, président de la Chambre de Commerce de Rochefort, vice-président du syndicat de défense du commerce des eaux-de-vie de cognac, « M. Guillet montre que par sa situation dans les affaires et contribuant à la prospérité de

nos Charentes, M. Taittinger n'est pas absolument un étranger ». Au-delà de cette intervention, assez anodine en fait, la rencontre de ces deux hommes va tout changer. D'abord, par Jules Guillet, nous pouvons expliquer le soutien dont Taittinger bénéficie dans *Le Progrès* puisqu'un rapport préfectoral sur la presse, en septembre 1913, mentionne que ce journal est un « ancien organe de M. Eschasseriaux qui en a laissé la direction politique à M. Guillet »²⁰. Ensuite, la rencontre politique déborde, selon Claude Taittinger, sur le domaine familial : « Les enfants de la famille, un garçon, quatre filles, reçoivent avec une gentillesse mêlée de quelque admiration cet homme politique d'un nouveau style, si différents de ces avocats barbus ou de ces professeurs bedonnants qui, sous la III^e République, tiennent en leurs mains les responsabilités de l'État »²¹.

Les résultats du 1^{er} tour, le 26 avril, sont loin d'être ridicules. Taittinger, avec 4318 suffrages, fait trébucher le député sortant, Lauraine, 5314 voix, et gagne le droit d'être son challenger au second tour. Il s'y présente en répondant à ses détracteurs par une profession de foi qu'il devra réitérer souvent au cours de toute sa carrière : « Je ne veux ni d'une Révolution ni d'une Dictature »²². Le second tour est agité dans la circonscription. À Pons, où Taittinger avait réuni plus de 700 personnes en janvier, le voici confronté, en mai, à « une bande armée de gourdins et munie de sifflets. Ils étaient une quarantaine venus de Saintes et qui voulurent mener les Pontois à saboter ma conférence. [...] L'un d'eux avec un crucifix fendit le front d'un honorable commerçant... »²³. Le challenger réussit néanmoins l'exploit de partager les reports avec son concurrent, environ 1 000 voix pour chaque candidat, et s'incline avec les honneurs : 6479 à 5480. Dans la « chronique électorale » de *L'Appel* du 10 mai, il remercie chaleureusement ses électeurs : « La Saintonge est devenue pour moi ma petite Patrie, à laquelle, quoi qu'il arrive, je resterai profondément attaché ». Il récidive le 15 mai dans

Le Progrès : « La Saintonge vient de me donner un gage d'affection, elle a tenu à remplacer pour moi la petite patrie perdue; je répondrai à cet élan en vous consacrant toute mon activité et tout mon dévouement ».

Pour la première fois, on note les termes de « Petite Patrie », qui reviendront ensuite souvent dans son vocabulaire. Premier gage de fidélité, Taittinger poursuit ses permanences le jour de la Foire de Saintes, jusqu'à... fin mai, dans les locaux du *Progrès*. Ensuite, il passe l'été en famille, en Normandie, jusqu'à la guerre. Lorsque le conflit éclate, le jeune conscrit rejoint son poste au 1^{er} Cuirassier. Quatre années de combats auraient pu rompre le lien naissant entre le jeune Lorrain et la Saintonge. Il n'en sera rien, d'abord grâce à la presse qui tient ses lecteurs régulièrement informés des exploits guerriers du jeune tribun.

Un officier d'élite :

Le Progrès du 7 octobre 1914 nous apprend qu'il a été blessé et promu sous-lieutenant. Puis la « drôle de guerre » s'installe. Il faut attendre le 26 novembre 1916 pour qu'un fait d'arme glorieux lui vaille la Croix de Guerre²⁴. Désormais Lieutenant au 7^e Hussards, il obtient la Croix de Guerre avec étoile d'argent pour avoir continué « à renseigner le commandement malgré des bombardements violents qui ont fini par détruire cet observatoire » à la suite d'opérations les 8, 22 et 24 mai 1917. La mention de sa « citation à l'ordre du jour de l'armée » ne sera toutefois diffusée par *Le Progrès* que le 7 juin. Il est alors présenté comme « candidat libéral aux dernières élections ».

Mais la grande nouvelle est datée du 22 septembre 1917, quand *L'Appel* annonce les fiançailles de Taittinger avec Gabrielle, fille de Jules Guillet (voir encadré pp. 30-31). Le mariage civil,

le 28 octobre, puis religieux, en l'église Saint-Vivien-de-Saintes, le lundi 29, ancre plus fermement encore le Lorrain dans la Petite Patrie. C'est un événement mondain dans cette sous-préfecture de province puisque le premier témoin du marié est Son Altesse Monseigneur le Prince Murat, officier de la Légion d'Honneur, Président du Jockey-Club et de la Société Hippique de France. De plus, son Éminence le Cardinal Amette, ami des deux familles, a sollicité, de Sa Sainteté Benoît XV, la Bénédiction Apostolique qui, bien sûr, a été accordée aux deux époux. Désormais, Taittinger a deux amours, Gabrielle et la Patrie. Cette dernière le réclame encore, la guerre est loin d'être terminée.

Son récent mariage ne rend pas le jeune Taittinger plus prudent, au contraire. Le 7 décembre 1918, *Le Progrès* reproduit la citation du lieutenant au 20^e chasseur, détaché à l'infanterie de la 11^e division : « Officier brillant, d'une bravoure froide, d'une intelligence claire et d'une conscience sans égale. A été un auxiliaire précieux pour le commandement dans les combats du 30 octobre au 9 novembre 1918 (bataille de la Lys et de l'Escaut), veillant avec une activité inlassable de jour et de nuit au maintien des liaisons entre l'infanterie divisionnaire et les troupes en ligne. Chargé de plusieurs reconnaissances délicates et périlleuses, les a exécutées avec brio, rapportant les renseignements les plus précieux au commandement ».

Ce n'est plus un jeune inconnu qui revient à Saintes après l'Armistice, c'est le membre d'une grande famille saintongaise, héros plusieurs fois médaillé de la guerre. Le décès de Jules Guillet, le 1^{er} janvier 1918, lui ouvre une place de choix dans la famille et les affaires politiques et économiques. La naissance de Guy, Napoléon, Pierre, Marie, Jules Taittinger, le 17 août 1918, au domicile familial, 54 rue de la Roche à Saintes, vient compenser la disparition du patriarche. Par contre, le 26 septembre, devant M^e Forlacroix, notaire, les filles de Jules Guillet (dont Gabrielle) renoncent à occuper une fonction dans la société Rouyer-Guillet

et cèdent leurs parts à leur frère²⁵. Pas question pour le représentant en champagne de succéder à son beau-père dans le négoce du cognac. Malgré cela, c'est bien en Saintonge que Pierre Taittinger décide de s'installer à la fin des hostilités.

De Guillet à Rouyer-Guillet

Estienne Guillet, de Pessines, commune voisine de Saintes, est le plus lointain ancêtre de la famille à avoir laissé une trace, en 1696. Nicolas, son petit-fils, au gré d'un tour de France de compagnon serrurier, épouse Élisabeth Cassard, en 1761, à Lorient. C'est là qu'ils ont un fils, prénommé lui aussi Nicolas. Le père revient vers sa région d'origine en 1765, année au cours de laquelle il s'installe serrurier à Saint-Georges-des-Coteaux. Le fils, commis au Greffe, est, à ce titre, admis à signer les registres paroissiaux juste avant la Révolution. Il poursuit sa tâche sous le nouveau régime et accède ensuite à la fonction d'adjoint, puis de maire, de 1800 à 1809. Avec son épouse, Hélène Paytraud, il conçoit Eutrope (1798-1873) qui sera percepteur. Eutrope et Désirée Neau prolongent la lignée avec Théodore.

Théodore (1825-1895) est pour Pierre Taittinger un exemple plein d'enseignements. Élu maire de Nieul-les-Saintes à vingt-six ans, il le demeure sans discontinuer jusqu'à son décès et cumule cette fonction avec celle de Conseiller général de Gémovac. Il est également membre du Tribunal de commerce de Saintes en 1867, vice-président du syndicat des eaux-de-vie de Cognac et du syndicat des vins et spiritueux à partir de 1877,

membre de la Chambre de Commerce de Rochefort dès 1879, Président du syndicat agricole départemental en 1885.

En matière économique, l'exemple est aussi intéressant. Alors que Théodore se destine à suivre la voie administrative paternelle, il épouse, le 27 octobre 1858, Iphigénie-Louise Rouyer, fille de Guillaume, fondateur de la maison de négoce Rouyer Aîné. Associé à son beau-père jusqu'à la disparition de ce dernier, en 1868, Théodore Guillet fonde avec le frère de son épouse, Albert-Ovide Rouyer, la société Rouyer-Guillet et Co. Vingt ans plus tard, Jules et Emile Guillet, ses enfants, entrent à leur tour dans l'affaire.

Jules Guillet connaît une carrière similaire à celle de son père. Elle fait partie de l'aventure Taittinger et nous en parlons plus en détail dans le texte principal. Ajoutons que Jules Guillet a la particularité d'avoir épousé, successivement, deux sœurs, Madeleine et Geneviève Bouquelon. Madeleine décède à la naissance de ses premiers enfants, des jumelles. Trois ans plus tard, en 1892, Jules convole avec Geneviève qui lui donne quatre enfants dont l'aînée, Gabrielle, fera la conquête de Pierre Taittinger.

La Chambre Bleu Horizon²⁶

Les élections législatives de 1919 sont programmées plus d'un an après l'armistice. Pierre Taittinger a donc largement le temps de se préparer à cette échéance, il s'y emploie sans tarder. Fidèle à ses engagements passés, le voici qui s'inscrit dans la vie locale, par le biais d'associations ou de mouvements professionnels.

Il anime l'Assemblée Générale de la Ligue des Patriotes de Saintes le 6 avril. Le 11 juillet, *Le Progrès* annonce qu'il est

Président de la Ligue des Chefs de Section et Soldats Combattants. Fin juillet, le voici Président du Comité Agricole de l'Arrondissement de Saintes. À l'occasion d'une fête, au Château de la Chaume, à Pont l'Abbé d'Arnoult, il lance déjà un appel pré-électoral : « Profitez des leçons de l'expérience. Ne parcourez pas le sentier des mêmes erreurs, aimez-vous d'abord entre Français avant de faire tomber les barrières entre les peuples. Ayez de la méthode, le souci de l'organisation ; réagissez contre la vague de paresse qui semble vouloir submerger le pays »²⁷. Le 2 août, il intervient au cours de manifestations de cheminots contre la vie chère²⁸ et, le 23, *Le Progrès* annonce qu'il a versé 100 F à l'occasion d'une quête pour fêter le retour à Saintes du 6^e d'infanterie. Le 18 octobre, enfin, *Le Progrès* et *Le Journal* soutiennent la création d'un Syndicat d'Élevage de l'Arrondissement de Saintes dont le Président d'honneur est Pierre Taittinger.

Dorénavant sur ses terres, Taittinger n'entend plus jouer les seconds rôles. La loi électorale abandonne le scrutin de circonscription au profit du scrutin de liste, il faut une équipe... et un leader. Il s'adjuge le rôle et lance la campagne le 10 octobre, dans *Le Progrès*, par la présentation de la liste d'Union Nationale Républicaine. On y retrouve quelques-uns des candidats de 1914 comme son collègue Le Provost de Launay, Pierre Voyer, de Marennes, et Clément Villeneau. Ensemble, ils signent une profession de foi où se retrouvent les bases de la pensée politique de Taittinger : « Il n'y a pas de paix sociale sans Ordre. Vous voulez de l'Ordre. La France a été sauvée par tous ses enfants, de toutes les classes sociales, de tous les groupements politiques, de toutes les familles spirituelles. Il n'y a pas, parmi nous, de parias. Il ne doit pas y avoir de privilégiés. La prétention de certains groupements qui, sous les étiquettes du Socialisme et du Syndicalisme, tendent à former des États dans l'État, à échapper à l'égalité devant l'impôt et à des obligations universelles d'un travail intensif, constituent un attentat contre l'Ordre public ».

Il donne à sa candidature un objectif prioritaire : « Le premier devoir de vos élus sera de mettre fin à une anarchie organisée, par laquelle une poignée de Bolcheviks, trop aidés par des complicités politiques, conscientes ou inconscientes, tendent à paralyser le sublime effort de la France victorieuse ».

Aussitôt, ses adversaires, se souvenant de son beau score de 1914, l'identifient comme le leader à abattre. Ainsi, le *Démocrate de l'Ouest*, organe régional d'action syndicale, coopérative et socialiste, décrit le 25 octobre, sous la plume de Raymond Lacam, la forte présence de Taittinger sur le terrain : « Ah ! si le Parti Socialiste était aussi riche que celui de la réaction, si nous avions de l'argent, non pour payer des pots de vin comme les Taittinger et C^{ie}, mais pour pouvoir nous déplacer, aller partout, porter la bonne parole, l'idée socialiste, la campagne serait rouge, rouges aussi tous ses bulletins de vote ». Pour les familles saintongeaises encore fraîchement éprouvées par la guerre, une aisance financière trop ostentatoire peut se révéler un argument de poids. La peur de l'« étranger » reste en tout cas une bonne vieille recette.

Dans son journal électoral, le candidat républicain Palmade se garde bien d'ignorer les origines de son adversaire : « M. Taittinger (bien difficile à prononcer), avocat, industriel, agriculteur, président de nombreuses sociétés, ex-secrétaire du Prince Napoléon (nous ne faisons que réparer un oubli bien involontaire de sa part), presque allié à cette illustre famille, etc., etc., républicain quand même ! ». Plus loin encore : « M. Taittinger (je n'apprendrai jamais à prononcer ce nom) » ou « Il paraît que si M. Taittinger (jamais je ne m'habituerai à ce nom-là) avait été élu en 1914, il aurait empêché la guerre... Pourquoi ne s'est-il pas marié plus tôt puisqu'on clame bien haut que son mariage est le plus grand facteur de son élection ? M. Taittinger (que c'est difficile même à écrire) ne serait qu'un député provisoire. En cas d'élection, il serait décidé à exploiter son

succès en passant la main au Prince Murat, le 1^{er} témoin de son mariage ». Voire aussi : « M. Taittinger (il est à souhaiter qu'à l'avenir cela aille mieux) est, en même temps qu'avocat, un des gros industriels de Saintes. Serait-il indiscret de lui demander combien il paye ses ouvriers? »²⁹. Une tirade qui joue sur l'ostracisme probable d'une part de l'électorat mais qui peut aussi nous interpellier sur la manière dont pouvait alors se prononcer le nom de famille du candidat. En 1914, ne se défendait-il pas lui-même d'avoir un nom à consonance étrangère?

Troisième argument invoqué par ses adversaires, sa ligne politique n'est pas nette. « MM. Taittinger et Le Provost de Launay, bonapartistes avérés, se rangent sous les plis du drapeau républicain. C'est une conquête nouvelle, mais leur parti est-il bien sûr de leur foi? », ironise *La Charente-Inférieure* le 12 novembre 1919. À la même date, l'hebdomadaire *Royan*, qui soutient les Républicains, vitupère la liste d'Union Nationale : « Leur liste une fois composée, ils se sont dit en tapinois, se rappelant Paul de Cassagnac, le bonapartiste célèbre : renversons d'abord la République, nous nous battons après. Et c'est ainsi que, sur la liste d'Union Nationale, se trouvent réunis MM. de Lestrangé, légitimiste de vieille souche, Taittinger et Le Provost de Launay, plébiscitaires avérés, Villeneau, membre avoué de l'Action Libérale, sans parler des autres. Tous s'entendaient comme larrons en foire pour dénigrer, pour saper la République, et ils osent aujourd'hui, comme s'ils avaient changé de chemise, s'affubler d'une casaque républicaine! »³⁰.

Royan cite encore l'Action Française comme « proche de MM. Taittinger, Le Provost de Launay, Villeneau et autres ». Le rédacteur note que « chez ce jeune candidat, dont les prétentions sont aussi élevées que la fortune, les manières manquent peut-être de mondanité, bien qu'il fasse partie des Jeunesses Plébiscitaires ». Ce journal rappelle que Taittinger et Le Provost étaient, en 1913, de fervents adeptes du Prince Napoléon : « Je ne

suis pas orléaniste, disait à cette époque M. Taittinger, je suis napoléonien ». D'autres, comme *Le Démocrate de l'Ouest*, dénigrent les compétences des candidats : « M. Taittinger, président de je ne sais quel syndicat agricole, nous parla de ses ampoules » mais c'est M. Villeneau, « le grand ténor de la troupe »³¹. Et *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* de renchérir : « leur naturel réactionnaire chassé par la période électorale reviendra au galop et ils feront, dans l'opposition, besogne stérile, sinon néfaste ».

Dernier argument, celui qui essaie de dénigrer l'usage intensif que Taittinger fait de la communication. *Le Journal de Marennes* du 13 novembre lui reconnaît une certaine aisance en public : « Quant à M. Taittinger, c'est un garçon d'avenir. La période électorale achevée, s'il s'oriente vers le théâtre, nous lui prédisons le plus brillant des succès ». *L'Indépendant* du surlendemain est aussi caustique : « Dans leurs journaux, dans leurs prospectus, partout, les candidats réactionnaires répandent à profusion leurs photographies. Électeurs! conservez précieusement ces illustres physionomies! Elles seront pour vous le souvenir de la campagne de charlatanisme, de calomnies et de mensonges qu'ont faite leurs propriétaires! ».

Face à ces critiques, Taittinger met en avant son statut d'ancien combattant : « Si nous sommes partisans d'une union dans la France nouvelle avec des hommes dont peu nous importent les origines politiques, du moment qu'ils présentent des garanties et sont animés d'un ardent désir de bien faire, nous nous sommes par contre refusés à partager avec certains députés sortants le lourd discrédit qui s'attache à ceux qui, étant en âge et en force de porter les armes, ont envoyé froidement les autres se faire casser la figure à leur place »³². Il est en effet conscient que, à la section locale de Saintes, « plusieurs centaines d'adhérents lui ont constitué une ossature digne de respect »³³.

Le 8 novembre, *Le Journal* et *Le Progrès* présentent tous les candidats de la liste avec leur photo. Le programme s'aligne sur les positions de Clemenceau et cherche à utiliser le péril « rouge »

véhiculé par les adversaires les plus extrémistes : « Lutte des classes, révolution, remise au tas [...]. C'est l'apologie du système qui a entraîné en Russie toutes les spoliations et toutes les socialisations, jusqu'à la socialisation des femmes et des enfants ». Taittinger et Le Provost de Launay se positionnent d'abord contre la gauche : « Agriculteurs, commerçants, industriels, patrons, ouvriers, votre vie, celle de vos familles, dépendent du maintien de l'ordre et de l'intensité du travail. Le bolchevisme menace l'ordre et le travail. Vous ne voterez donc pas pour les socialistes, complices déclarés du bolchevisme. Mais si vous voulez donner contre eux à la nation la force, réclamée par Clemenceau, vous ne voterez pas davantage pour la liste des députés sortants, pour la liste Radicale-socialiste »³⁴.

Le ton monte et les articles ne sont pas tendres, dans un camp comme dans l'autre. La tension n'est pas simplement dans les mots puisque *Le Journal* et *Le Progrès* annoncent que les réunions publiques à Saintes sont abandonnées à cause des dérapages violents qu'elles ont suscités. Au soir du 16 novembre, les résultats sont sans équivoque. Taittinger réalise le meilleur score de toutes les listes, et l'Union Nationale Républicaine remporte cinq sièges contre deux aux Radicaux-socialistes. Taittinger et Le Provost De Launay ont le triomphe virulent. « La France a vomi le bolchevisme : elle veut la liberté et le travail dans l'ordre [...]. Tâche non moins urgente : imposer le silence et l'immobilité aux fauteurs de désordre, ramener les égarés dans la douceur du foyer national »³⁵. Sur sa circonscription, c'est dans les deux cantons de Saintes et celui de Pons que Taittinger construit sa victoire. Les deux députés de Saintes installent leur permanence au 1 de la rue du Petit Séminaire.

Dans la foulée, Taittinger est élu conseiller municipal, puis maire de Saint-Georges-des-Coteaux à la place de son beau-père. Suite logique, il se porte candidat aux cantonales dans la circonscription de Saintes-sud. « L'élection de Pierre Taittinger,

qui continue son œuvre, ce sera la couronne du souvenir fidèle et attendri sur la tombe trop tôt ouverte de M. Guillet », souligne *Le Progrès* du 6 décembre. Une lettre-programme du nouveau député à ses électeurs du canton joue également sur l'héritage dès ses premières lignes : « Je viens solliciter de vous le mandat que, pendant vingt-deux ans, et jusqu'à sa mort, vous avez confié à mon regretté beau-père, M. Jules Guillet ». S'ensuit une profession de foi qui, après les remerciements pour les votes des législatives, met humblement Taittinger au service de son canton : « Président de plusieurs associations agricoles, vivant au milieu de vous, connaissant vos besoins, ayant des intérêts intimement liés aux vôtres, j'ai une ambition que je puis avouer, celle de contribuer, de toutes mes forces, à la mise en valeur des multiples ressources de notre département, dont un certain nombre sont ou mal exploitées ou complètement inexploitées. Mon désir est de voir bannir de l'Assemblée départementale toutes les pensées politiques mesquines, qui n'ont jamais fait qu'entraver la réalisation de projets qui auraient eu besoin pour réussir de la collaboration de tous. Défenseur passionné de l'ordre et d'une politique d'économie, je serai l'adversaire irréductible de toutes les manifestations démagogiques, comme de toutes les dépenses inutiles ».

Quelques jours plus tard, il devient conseiller général, dès le premier tour. Seul en lice, il obtient 1 377 voix.

Création du Journal de Saintes

Depuis 1913, Taittinger se pose en rédacteur politique régulier des titres imprimés par Orliaguet. Avec *Le Progrès*, *L'Appel au Peuple* et *Le Saintongeais* il découvre tout le potentiel d'un triple soutien médiatique à l'occasion des législatives de 1914. Taittinger

et les frères Orliaguet ont, de toute évidence, des intérêts politiques convergents, leur collaboration n'a donc rien de surprenant mais elle ne suffit pas au bouillant jeune politicien qui a beaucoup de choses à dire. À Saintes, il découvre qu'il peut le faire avec d'autant plus de poids qu'il signe de son nom.

La campagne des législatives de 1919 élargit le soutien médiatique de Taittinger bien au-delà de l'imprimerie Orliaguet et de Saintes. Au fil des rapports préfectoraux, on note le soutien que lui apportent *Le Courrier de Jonzac*, *le Journal de Royan*, *Le Clairon de Saintonge* et *Le Réveil des Charentes*. *Le Réveil de l'Île d'Oléron*, titre républicain indépendant, vante les candidatures de Voyer, maire de Marennes et donc candidat local, mais aussi, et seulement, de Taittinger parmi tous les autres membres de la liste. *Le Journal de Royan* ajoute que *Le Nouvelliste* et *La Liberté du Sud-Ouest* sont avec lui. *La France* du 14 novembre fait l'inventaire des supporters de la liste d'Union Nationale parmi lesquels, en tête, figure Maxime de Montbron, leur mandataire électoral, que nous aurons l'occasion de retrouver plus tard. Deux autres journaux s'ajoutent à cet inventaire : *La Petite Gironde*, de Bordeaux, et *La Gazette d'Aunis* (journal royaliste) qui regrette toutefois que sa nuance politique ne soit pas représentée sur la liste. Enfin, la liste de l'Union Républicaine Nationale est présentée sous forme d'un journal-programme intitulé *Le Républicain Charentais*, sous-titré « tract de la Démocratie Charentaise », imprimé par Masson à La Rochelle. Plusieurs de ces titres publient régulièrement les éditoriaux du jeune candidat.

Malgré ce large soutien médiatique, il lance son propre hebdomadaire le 18 octobre 1919 : *Le Journal de Saintes*. « Il nous a semblé, écrit-il, que, parallèlement aux sillons tracés dans le terrain des idées par les organes déjà existants, et qui poursuivent chacun de leur côté leur politique traditionnelle, il y avait une place pour nous qui nous voulons les porte-paroles d'une mentalité qui s'impose au lendemain d'une guerre, dans un monde bouleversé,

transformé au double point de vue matériel et moral [...]. Épris d'ordre et de liberté, ayant conscience que, sans organisation et sans méthode nous allons au gaspillage, à la révolution et à la ruine, nous voulons faire ici le moins de politique possible. Notre conception est simple. Sans vouloir proscrire tout idéal, nous concevons néanmoins la direction des affaires d'une commune, d'une région, ou de la France, à la manière d'un commerçant qui conduirait d'une façon ordonnée et sage ses propres affaires ». Cette gestion des affaires publiques comme celle d'une entreprise privée est tout à fait originale, c'est la marque de Taittinger.

Pour cette première expérience médiatique, il s'est néanmoins associé avec Le Provost de Launay. Ils co-signent l'éditorial du premier numéro avant de se partager la tâche mais on retrouve très vite dans *Le Journal de Saintes* plusieurs articles qui sont insérés dans *Le Progrès* du même jour. Le 1^{er} novembre, les « Unes » du *Journal* et du *Progrès* sont identiques et cela se poursuivra régulièrement ensuite. Seule différence notable, *Le Journal* ajoute le plus souvent possible des photos de ses candidats. Est-ce « le choc des images », technique médiatique très nouvelle, qui peut expliquer la victoire de ces candidats ? C'est en tout cas la seule différence notable avec les autres supports car, en plus de la similitude rédactionnelle du *Journal* et du *Progrès*, *L'Appel au Peuple* ne diffère lui aussi du *Progrès* que par le titre.

La confusion est telle que les rapports préfectoraux sur la presse ont du mal à s'y retrouver. Ainsi, en novembre, ils citent Taittinger comme co-directeur, avec Le Provost De Launay, de trois publications de Saintes (*Le Progrès*, *L'Appel au Peuple* et *Le Saintongeais*) mais seul responsable du *Journal* alors que ce dernier a été clairement présenté comme créé par les deux hommes il y a à peine un mois ! La concurrence (et l'opposition) s'en moquent aussi : « Nous possédons à Saintes deux confrères dont la ressemblance est frappante, et le devient davantage à mesure qu'ils avancent en âge », commente *L'Indépendant* qui ajoute, dans

une édition ultérieure : « *Le Journal* (édition du *Progrès* où M. Taittinger occupe simplement dans le titre la place de notre aimable confrère Orliaguet)... » 36.

« Près de six cents abonnements nous sont déjà parvenus », clame *Le Journal* du 25 octobre. Pourtant, un an plus tard, à l'occasion du premier anniversaire, les résultats sont encore faibles : « Les temps sont durs pour toutes les entreprises de presse ; même dans un modeste hebdomadaire de province, écrit Taittinger. Les répercussions des crises diverses qui sévissent sur le papier et sur la main-d'œuvre se font sentir lourdement... ». Ces quelques inconvénients ne rebutent pas l'éditeur qui précise ses ambitions médiatiques : « Comment ne travaillerions-nous pas tous à faire peu à peu du *Journal de Saintes* un type parfait du journal de province ? Nous savons ce qui lui manque encore. Dès que les circonstances nous permettront de donner un peu plus d'espace à notre rédaction, certaines rubriques, comme celle des sports [...] réclameront un légitime développement. D'autres, qui nous manquent encore, par exemple la mode féminine qui n'intéresse pas que les dames, seront établies. Nous avons voulu créer un organe politique du Bloc National, nous y avons réussi. Nous voulons que cet organe soit aussi celui d'une vie régionale de plus en plus intense, nous y réussirons. Les conditions économiques du régime imposé par les circonstances à la presse sont telles qu'un journal comme celui-ci ne peut être considéré comme une affaire dans le sens ordinaire et d'ailleurs fort légitime du mot » 37. Dès le 13 novembre, il commence à tenir ses promesses avec l'apparition de la première chronique de mode.

Si on considère la période de guerre comme un « temps mort » du jeu politique et économique, il n'aura fallu que deux années (1914 et 1919) à Pierre Taittinger pour conquérir le cœur des Saintongeais. Le voici implanté familialement, politiquement et économiquement. Pour réussir dans ses entreprises, il va s'appuyer sur différents cercles d'amis.

- 1 – Claude Taittinger 1996, p.68-69.
- 2 – *Le Progrès de Saintes*, 11 décembre 1912. C'est la première fois que son nom est cité dans la presse charentaise, sans allusion à un quelconque lien avec le département (N.B., par commodité, nous écrirons désormais simplement *Le Progrès*).
- 3 – Par commodité, nous le désignerons désormais sous le nom *L'Appel*.
- 4 – AD 17, 4M 10/26.
- 5 – *Le Progrès*, 21 novembre 1913.
- 6 – Paillat, p. 121.
- 7 – Philippet, 1967, p. 1990, p. 17
- 9 – *Le Progrès* du 14 septembre 1913 et *L'Appel* du 21
- 10 – *L'Appel*, 18 janvier 1914.
- 11 – *Le Progrès*, 8 avril 1914.
- 12 – AD 17 (2M4/29), rapport non daté.
- 13 – *Le Progrès*, 21 novembre 1913 et *L'Appel* du 23.
- 14 – *Le Progrès*, 26 septembre 1913 et *L'Appel* du 28.
- 15 – *Le Progrès*, 3 décembre 1913.
- 16 – Jean Thaumiaux, *L'Indépendant*, 5 février 1914.
- 17 – AD 17, rapport du 8 mars 1914 (2M4/29).
- 18 – *Le Progrès*, 7 janvier 1914 et *L'Appel* du 11.
- 19 – AD 17 (2M4/29).
- 20 – AD 17 (4M10/26).
- 21 – Claude Taittinger 1990, p. 19
- 22 – *Le Progrès*, 1^{er} mai 1914.
- 23 – *Le Progrès*, 10 mai 1914.
- 24 – *Le Progrès*, 26 janvier 1917.
- 25 – Annonce légale parue dans *Le Progrès* du 10 octobre 1918.
- 26 – Dans la France entière, un raz de marée électoral amène à l'Assemblée tout un contingent d'anciens-combattants qui vaudront à cette législature le surnom de Chambre « Bleu Horizon », en référence à la couleur de l'uniforme des « Poilus ».
- 27 – *Le Progrès*, du 2 août 1919.
- 28 – *Le Progrès*, 9 août 1919.
- 29 – *L'Avenir Rochefortais*, 31 octobre 1919.
- 30 – Ce texte est repris, le 13 novembre, par le journal du député William Bertrand, *Le Journal de Marennes*.
- 31 – *Le Démocrate de l'Ouest*, 15 novembre 1919.
- 32 – *Le Journal & Le Progrès*, 25 octobre 1919.
- 33 – *Le Journal*, 18 octobre 1919.
- 34 – « Contre le Bolchevisme », *Le Journal & Le Progrès*, 15 novembre 1919.
- 35 – *Le Journal*, 22 novembre 1919.
- 36 – *L'Indépendant*, 12 et 15 novembre 1919.
- 37 – Pierre Taittinger, « Anniversaire », *Le Journal*, 23 octobre 1920.



Croquis de Pierre Taittinger, *Le Journal de Saint-Jean-d'Angély*, 22 septembre 1935 (Archives départementales de Charente-Maritime).



Croquis de Roger Saivre, *Le Journal de Saint-Jean-d'Angély*, 22 septembre 1935 (Archives départementales de Charente-Maritime).



SIDOS

Croquis de François Sidos. *La Nouvelle République*, 8 janvier 1946 (Archives départementales de Charente-Maritime).

Épilogue

La décision du Tribunal de Bordeaux marque la fin du groupe de presse charentais. À Paris et dans d'autres départements, la situation est identique. La presse disparaît du portefeuille d'activités de Pierre Taittinger, une page est tournée. Ce n'est pas pour autant que le « patron » prend sa retraite. Lui-même n'a que soixante ans; depuis plusieurs années il a su diversifier son patrimoine : le champagne, bien sûr, mais aussi de nombreuses sociétés dans lesquelles il commene à placer sa famille. La presse continue de le fasciner, la politique est une passion inassouvie, le champagne n'apaise pas sa soif d'entreprendre. La Charente-Maritime occupe pourtant encore une place particulière dans sa vie, alors que le cercle familial et le cercle professionnel ont tendance à l'éloigner des rives de la Charente.

Dernières pages

Si les journaux et la plupart des imprimeries sont confisqués après la guerre, l'édition et le journalisme restent le péché mignon des Taittinger. Pierre lui-même participe encore à une expérience de presse au moins, *Écrits de Paris*, où on retrouve sa signature au bas de quelques articles dans les années 1950. Selon Claude Paillat, « À sa mort, Pierre Taittinger sera toujours

président de l'association de la presse plébiscitaire qui eut son rôle quand certains pensaient encore pouvoir rétablir un régime napoléonien »¹. Il reste aussi l'administrateur de l'imprimerie Chaix, éditeur du célèbre guide des horaires des chemins de fer.

Mais sa famille est elle aussi atteinte par le virus. Adolescents, les garçons ont vendu *Le National* chaque dimanche, à la sortie de la messe, sur les marches de l'église d'Auteuil. Chaque été, pendant les longues heures de train qui les amènent en Saintonge, Pierre Taittinger raconte à sa famille les grands événements du monde au travers des aventures d'un jeune reporter baptisé Gringalet qui, pour eux, a préfiguré *Tintin*. Ainsi, Claude, aujourd'hui PDG de l'entreprise champenoise, assure une correspondance de guerre en Indochine. Virginie, fille de Claude, tente l'aventure de la télévision avant de revenir diriger le service communication de la maison Taittinger. Tous deux font ainsi, quelques temps au moins, œuvre de journalisme. Car la presse change, et ce sont d'abord des journalistes professionnels qui s'y expriment. Les hommes politiques ne fournissent désormais que des « tribunes libres ». Pierre-Christian, devenue élu de Paris (on le verra plus loin), se retrouve souvent dans les colonnes d'un grand quotidien, *Le Figaro*, au cours des années 1960². Il sera par la suite un allié de Robert Hersant au Parlement³.

Dans les cercles proches, d'autres familiers reprennent la plume. Le Provost de Launay appartient à l'Association des Réfugiés et Sinistrés de la région de Royan qui édite, à partir de 1946, *La Plataine*. Cette revue éphémère est, d'abord, publiée sans autorisation, puis elle devient le cadre d'un débat assez vif entre les « Royannais », dont Pierre Lis, ex-délégué départemental aux réfugiés, et les membres « Parisiens » parmi lesquels Le Provost de Launay, Président d'honneur, et Lucien Noël, plus connu sous son nom de scène, Noël-Noël⁴.

Un seul des employés de Taittinger semble parvenir à retrouver un emploi régulier dans la presse, Fernand Allain.

Quelques années après la guerre, il participe à la création d'une revue agricole, *Le Paysan*, à Cognac. À partir de 1962, et pendant plusieurs années, l'ancien responsable des titres Taittinger assure là une chronique en patois. Mais qu'a-t-il fait entre la guerre et cette date ? D'abord incarcéré à Recouvrance, près de Saintes, condamné puis amnistié, il se tourne vers son ancien protecteur qui l'accueille à Paris et l'installe à la Fondation Louise de Bettignies, au 32 de l'avenue de l'Opéra, pour gérer le Préventorium. Cette fonction le ramène vers la Charente-Maritime où il s'installe de nouveau après avoir épousé, en secondes noces, l'institutrice de l'Aérium, M^{lle} Giraudeau. Allain sert alors régulièrement de chauffeur à Pierre Taittinger dont les visites dans le département seront nombreuses, car l'ancien « Maire » de Paris, n'en a pas encore fini, ni avec la politique ni avec la Charente-Maritime.

L'héritage politique

Déçu par l'action politique nationale, tout autre homme tirerait un trait sur une carrière finalement déjà bien remplie. C'est sans compter avec l'esprit d'entreprise de Pierre Taittinger... et avec la fidélité, enfin payée de retour, à la « petite Patrie » saintongeaise.

Lorsque la campagne électorale pour les municipales de 1953 commence, les candidats ne sont pas nombreux à Saint-Georges-des-Coteaux. Au soir du premier tour, une surprise attend les scrutateurs : des bulletins au nom de Pierre Taittinger fleurissent alors qu'il n'est même pas candidat. André Boyer, son ancien adjoint et successeur en 1938 semble avoir mené une campagne souterraine pour son retour. Lui même, accusé d'avoir appartenu au Groupe Collaboration dès 1941, est mal placé pour

la candidature. Élu une première fois de 1919 à 1938, Taittinger récupère donc son fauteuil en 1953 et le conserve jusqu'à son décès, en 1964. Toutes ces années, il dirige la bourgade sans y résider, mais à la satisfaction d'une population qui le réélit sans problème. Lorsqu'il n'est pas à Paris, il séjourne en Vendée, dans la propriété de Mareuil-sur-Lay. Lorsqu'il a besoin de venir en Saintonge, c'est toujours son vieil ami Fernand Allain qui lui sert de chauffeur sur des routes qu'il connaît par cœur pour les avoir sillonnées en sa qualité de directeur des journaux du groupe.

La famille Taittinger hérite de cette fibre politique, mais les enfants se consacrent en priorité à la gestion du patrimoine familial. Alors que Guy, l'aîné, est accaparé par la direction de la banque Worms, François, le troisième enfant, prend en main les destinées de la maison de champagnes. Claude lui succède à sa disparition, en 1960.

Pierre-Christian suit la même voie que son père et consacre sa carrière politique à Paris, recueillant ainsi une part de l'héritage paternel. À son tour, il siège au conseil municipal à partir de 1953, dix ans à peine après le départ de son père : il n'a que vingt-sept ans ! Il devient Président du Conseil de 1962 à 1963, à trente-six ans, puis s'installe à la Mairie du XVI^e en 1989. Dans son livre consacré à la bataille pour la Mairie de Paris qui, dans les années 1970, précède le retour de la fonction suprême, maire, Florence Haegel montre combien Pierre-Christian fut près d'occuper ce poste prestigieux trente ans après son père⁵. À défaut d'Hôtel de Ville, il se tourne vers le palais du Luxembourg et se hisse à la vice-présidence du Sénat. S'il devient secrétaire d'État aux Affaires Étrangères du premier gouvernement Chirac, porteur en cela de la tradition diplomatique familiale, il le doit sans doute à l'Appel des 43 en faveur de Giscard mais aussi à sa participation à la fondation du Parti Républicain.

Jean devient député de la Marne en 1958 puis, l'année suivante, Maire de Reims. Lorsque Jacques Chaban-Delmas est

nommé Premier Ministre, en 1969, il confie le ministère du Budget à celui qui en était le Rapporteur à l'Assemblée. Jean obtient ensuite le ministère de la Justice dans les équipes de Pierre Messmer. Il reste premier magistrat de Reims jusqu'en 1977. Une date marque, dans sa carrière, la filiation étroite avec son père, le 13 avril 1974. Ce jour-là, quarante-trois personnalités politiques, dont Jacques Chirac, se désolidarisent de Jacques Chaban-Delmas et « se rangent sous l'étendard giscardien en agitant le chiffon rouge du danger socialo-communiste »⁶. Le fils met ainsi ses pas dans ceux de son père, ajustant ses choix politiques à la menace communiste.

En Saintonge, c'est Marie-Clotilde qui suit les traces de son père... et de la branche Guillet. Par deux fois, elle siège au conseil municipal de Nieul-les-Saintes, commune voisine de Saint-Georges-des-Coteaux dont son arrière grand-père, Théodore Guillet, son oncle Louis et son grand-oncle Émile furent les premiers magistrats. La seconde génération n'est pas en reste. Frantz, fils de Jean, député d'Asnières en 1993, s'installe à la mairie de 1994 à 1999.

Mais l'héritage politique de Pierre Taittinger ne se limite, bien sûr, pas à sa famille. Certains auteurs, tels l'historien américain Robert Paxton, n'hésitent pas à écrire que « la Résistance n'est pas restée au pouvoir [...]. Des hommes de Vichy, et non des moindres, ne se tiennent pas pour battus [...]. Des défenseurs et collaborateurs de Pétain, dont Jacques Isorni, son avocat, et Roger de Saivre, chef adjoint de son cabinet civil, sont élus à la Chambre en 1951 »⁷. Henri Dorgères, Roger de Saivre et François Sidos offrent des prolongements aux mouvements engagés dans les années 1930, bien différents des routes suivies par les Taittinger. Yves Bouthillier effectue, lui, un retour aux sources saintongeaises beaucoup plus similaire à celui de l'ex-« maire » de Paris.

Dorgères, condamné à une peine d'indignité dans un premier temps, voit sa peine effacée pour services rendus à la Résistance. En 1956, il est élu député d'Ille-et-Vilaine et crée le Rassemblement Paysan avec Pierre Poujade. Opposé à la Constitution de 1958, son parcours politique s'arrête là. Roger de Saivre, ancien second de Pierre Taittinger, quitte le cabinet de Pétain en 1942 et se réfugie en Algérie. Dix ans plus tard, il se retrouve député d'Oran, empruntant ici le sillage de Michel Parès, l'ancien vice-président du PRNS. « Lorsque de Gaulle parle d'autodétermination pour l'Algérie, en 1959, note Marc Ferro, on trouve contre lui, côte à côte, de vrais résistants antifascistes, qui désirent maintenir l'Algérie française (tels Jacques Soustelle et Georges Bidault) et les dirigeants traditionnellement pétainistes des trois départements algériens, amis des pétainistes de la tradition de Roger de Saivre et Alain de Sérigny »⁸. Dans une logique certaine par rapport à son passé nationaliste, de Saivre se retrouve du côté de l'Algérie Française lorsque les mouvements indépendantistes se mettent en action. C'est là que son parcours rejoint celui de la famille Sidos.

François Sidos, responsable de *L'Écho Rochelais* puis de la Milice, exécuté à la Libération, avait cinq fils. L'aîné, Jean, meurt en défendant la France contre l'envahisseur allemand en 1940, comme Michel Taittinger. Le second, François, s'engage dans la Marine, rejoint l'Afrique du Nord et termine la guerre dans les forces navales de la France Libre avec Croix de Guerre et médaille de la Libération. Pierre et Jacques, restés à La Rochelle avec leur père (ils n'ont qu'une quinzaine d'années) sont internés au camp du Struthof, puis condamnés à des peines de travaux forcés, dans le cadre des mesures d'épuration réservées aux mineurs suspectés d'intelligence avec l'occupant, adhésion au Francisme de Marcel Bucard et à la Milice. Malgré ces destins qui paraissent divergents, François, Pierre, Jacques et leur jeune frère Henri fondent, en 1954, le mouvement nationaliste Jeune Nation, interdit en 1958.

Jeune Nation devient le titre du journal du Parti Nationaliste et se déclare « favorable au renversement de la République, l'élimination des partis, à l'éviction des « métèques » des rouages de l'État, au châtimement des responsables de l'abandon, et partisan de la refonte de l'armée, de l'instauration d'un syndicalisme corporatif, dès la mise au pas des féodaux de la finance, de la création d'un État nationaliste qui serait partie intégrante d'une nouvelle Europe dressée à la fois contre le matérialisme de Wall Street et contre le matérialisme de Moscou »⁹. Le discours n'aurait pas surpris quelques années plus tôt mais, en 1961, il conduit Pierre Sidos et plusieurs de ses acolytes à entrer dans la clandestinité. Pendant que le plus jeune des frères, Henri, meurt au combat pour défendre l'Algérie Française, Pierre intègre l'OAS et connaît une période d'incarcération avant de participer à la création, en 1966, du Mouvement Occident, puis de l'Œuvre Française. L'avocat du groupuscule n'est autre que Jean-Louis Tixier-Vignancour, une vieille connaissance des meetings de Taittinger avant-guerre. La génération suivante se retrouve encore dans les mêmes chemins avec François-Xavier, fils de François, aux côtés de Bob Denard dans l'épopée comorienne avant de passer au cabinet de Jean-Marie Le Pen.

Suspect aux yeux des occupants, Yves Bouthillier, ancien ministre du Maréchal, connaît, en janvier 1944, la déportation en Allemagne. Il est malgré tout condamné à trois ans de prison et à l'indignité nationale en 1947. Cela n'empêche pas la population de Saint-Martin-de-Ré, son village natal, de lui conserver son estime et de l'élire maire ! Ainsi, deux itinéraires politiques qui se sont croisés avant la guerre, ceux de Taittinger et Bouthillier, connaissent un épilogue similaire. Les chemins divergents empruntés par des hommes qui furent proches à certains moments de l'histoire, le déchirement des familles en plusieurs occasions, montrent bien toute la difficulté du choix politique « à chaud ». Comme leur père après le 6 février 1934, les Taittinger

suivent la voie parlementaire et militent dans des partis traditionnels ; d'autres trouvent dans les groupuscules extrémistes une manière d'assumer leur nationalisme.

Ce chapitre est clos. La famille Taittinger, même si elle reste impliquée dans les affaires politiques du pays, n'y joue plus un rôle aussi important que celui du fondateur de la dynastie. Elle demeure, par contre, un nom incontournable dans le domaine économique, synonyme pour beaucoup de luxe, de qualité et, avant tout, de champagne.

Champagne pour tout le monde

Pierre Taittinger, représentant en vins et spiritueux, débute dans les affaires avec l'achat d'une petite laiterie saintongeaise. Aujourd'hui, ses héritiers figurent en bonne place dans tous les classements des grandes fortunes françaises. Estimée 1,6 milliard de francs en l'an 2000, la valeur de son patrimoine place la famille au 107^e rang des fortunes françaises¹⁰ et repose, en partie, sur le champagne qui porte son nom mais ce fleuron est loin d'être unique.

En 1931, Le député de Paris s'offre une marque de champagne, Fourneaux-Forest et la demeure des Comtes de Champagne, au cœur de Reims. L'année suivante, il acquiert pour « cent mille francs de l'époque payés comptant et en espèces »¹¹, le Domaine de la Marquetterie, à Pierry (Marne) qu'il confie à sa sœur Madeleine et son époux Paul Évêque. François Taittinger vient épauler son oncle en 1939, avant de prendre sa succession. Jusqu'à la libération, les journaux du groupe servent largement à la diffusion du produit grâce à la publicité.

Le premier espace publicitaire apparaît dans *Le Progrès* du 19 novembre 1932 pour vanter les vins du Domaine de la Marquetterie et recruter des représentants sur le département de Charente-Inférieure. À partir du 4 février 1933, *L'Écho Rochelais*, puis les autres titres locaux, commencent la promotion du Champagne Boyard, toujours issu des vignobles de Pierry. Ce sera, jusqu'à la guerre, la marque la plus présente dans la presse charentaise. Le choix de ce nom est-il si innocent ? Le dessin de l'étiquette représente un Prince, manifestement russe, en train de savourer le précieux breuvage. Pour Pierre Taittinger, nostalgique du régime monarchiste et anticommuniste viscéral, il y a là tout un symbole. Ne devient-il pas, en 1938, membre des « Amis de la Russie Nationale », une association qui regroupe « les Français qui veulent préserver leur patrie de l'emprise du bolchevisme et les Russes nationaux qui veulent arracher leur pays à la tyrannie marxiste »¹².

En parallèle, dans *L'Écho* du 25 juillet 1933, paraissent des publicités pour « le champagne sec à prix doux » Lucien Clicquot (marque déposée en 1906), toujours produit par le même chai. Taittinger applique déjà le principe de segmentation du marché qui met en avant des qualités différentes pour des clientèles différentes elles aussi. Un peu plus tard, en 1943, François, fondé de pouvoir des établissements Taittinger-Mailly fait le pari du produit haut de gamme et inscrit pour la première fois le nom de la famille sur les étiquettes. En 1957, une nouvelle étape est franchie avec le lancement de la cuvée des Comtes de Champagne.

Ainsi commence la grande réussite économique. Là encore, Pierre Taittinger joue la diversification. Très tôt, il investit dans d'autres secteurs, sans oublier de s'appuyer sur ses journaux pour se faire un peu de publicité. En 1943, période peu propice aux affaires, on voit même une petite campagne de propagande pour les instruments de pesage Testut, créés par son grand-père

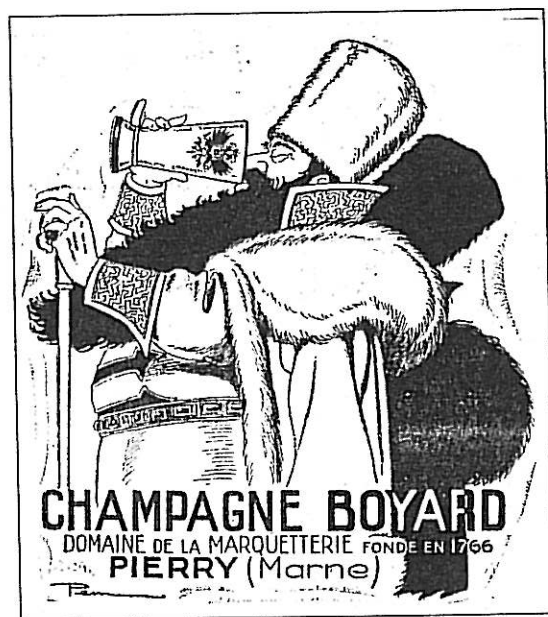
DOMAINE DE LA "MARQUETTERIE"
Fondé en 1766

Des Vins de Champagne de grands Crus

A DES PRIX EXCEPTIONNELS

BONS REPRÉSENTANTS DEMANDÉS
pour le Département de la Charente-Inférieure

S'ADRESSER A
M. l'Administrateur délégué du Domaine de la "Marquetterie"
PIERRY, près EPERNAY (Marne)



maternel¹³. Selon Pierre Levêque, c'est « un homme d'affaires très à l'aise, propriétaire ou administrateur d'une vingtaine de sociétés industrielles ou commerciales »¹⁴. Ses fonctions politiques, son entregent, l'amènent à prendre place dans différents conseils d'administration. Henri Noguères ironise sur ce « champion du nationalisme » qui siège dans « plusieurs sociétés étrangères (une Belge, une Luxembourgeoise, une Suisse et une germano-suisse) »¹⁵. Claude Paillat apporte d'autres précisions : « À son bureau de l'avenue de l'Opéra, Pierre Taittinger consacre du temps à ses affaires, aux conseils d'administration du chocolat Poulain, à Philips-France, dans des entreprises hydrauliques [...]. Le banquier Hyppolite Worms dont il est l'ami le fait entrer dans différentes sociétés, dont Le Bon Marché et l'hôtel Lutetia. Celui-ci est le premier maillon d'une série d'établissements qu'il développera après la Libération (hôtel du Louvre, Terminus Saint-Lazare, le Palais d'Orsay, le Crillon, etc.). C'est maintenant la chaîne Concorde »¹⁶.

Lors de son décès, le 22 janvier 1965, Pierre Taittinger est encore, au moins, président-directeur général de la Société du Louvre, de l'hôtel Lutetia, vice-président du Terminus Saint-Lazare et administrateur de diverses sociétés dont l'imprimerie Chaix, les Raffineries de Soufre Réunies, les Brasseries de l'Espérance et, bien sûr, les Champagnes Taittinger. Aujourd'hui, la seconde et la troisième génération tiennent encore les rênes de l'entreprise familiale. Claude, son dernier fils, préside aux destinées de Taittinger SA. Michel, fils de Guy, l'aîné de la première génération, est à la tête de la Compagnie Financière Taittinger, holding du groupe. Anne-Claire, fille de Jean, gère la Société du Louvre alors que Frantz, son frère, dirige le groupe hôtelier Envergure; Brigitte, fille de Claude, est PDG des parfums Annick Goutal.

Les journaux charentais ne recèlent que fort peu de traces de la constitution de cet empire économique. Il est vrai les populations

saintongeaises ne sont guère concernées que par les échos des péripéties politiques et sociales de cette période agitée. Le patrimoine, en tout cas, prospère régulièrement depuis l'achat de la laiterie de Thénac. Pierre Taittinger poursuit son chemin sans dévier des engagements pris dans sa jeunesse. « Certains s'engagent en politique comme d'autres en religion, écrit son fils Claude. Ce sera le cas de notre père. Notre famille devra accepter ce choix et ses conséquences. Totalement absorbé par son rôle politique, l'auteur de nos jours pratique, avec aisance et dans tous les domaines, l'art de la délégation. D'admirables collaboratrices comme Hélène Ponthieu ou la directrice du Préventorium, Mademoiselle Roques, secondent notre famille avec une telle efficacité que nous ne souffrirons jamais de la part prise par la vie publique dans l'existence de nos parents. Ont-ils reçu le don d'ubiquité, le temps dont ils disposent est-il extensible, jamais en tout cas ils ne nous donneront le sentiment qu'ils nous délaissent au profit de leurs activités politiques ou sociales si variées »¹⁷.

Pierre Taittinger aimait à rappeler que ses jeunes années, ses affections, ses combats, ses expériences étaient en Saintonge. Aujourd'hui, cet épisode saintongeais semble totalement oublié. Pourtant, il est à l'évidence fertile en expériences essentielles pour l'avenir de cet homme et de sa famille.

1 - Paillat, *op. cit.* tome II, p. 122.

2 - Par exemple, Le Figaro du 31 octobre 1963, lors d'un « Plaidoyer pour Paris » qui préfigure les batailles en vue du rétablissement de la fonction de maire, en 1977.

3 - Chastenot, 1998, p. 391.

4 - AD 17 (15 W 395).

5 - Haegel 1994.

6 - Mousseau 2000, p. 362.

7 - Paxton 1997, p. 373.

8 - Ferro 1987, p. 699

9 - Henry Coston, *Jeune Nation, 40 années de combat*, in site internet www.jeunenation.fr

10 - *Challenges*, juillet-août 2000, p. 106.

11 - Claude Taittinger 1996, p. 55.

12 - *Le Progrès*, 19 février 1938.

13 - *Le Journal de Saintes*, du 3 avril 1943 jusqu'au dernier numéro, le 26 août 1944.

14 - Levêque 1994, tome II, p. 267.

15 - Noguères *op. cit.* p. 55.

16 - Paillat *op. cit.* tome II, p. 122.

17 - Claude Taittinger 1990, p. 27.

Pierre Frustier
**Pierre
Taittinger**

*Patron de presse
de l'entre-deux-guerres*

Taittinger. Le nom de cette famille est aujourd'hui une signature illustre dans le monde des affaires comme dans celui de la politique, du luxe et du « bon goût français ». Une enseigne que l'on croirait inscrite depuis des siècles dans le patrimoine national. Il y a pourtant moins de cent ans que débute l'histoire de cette fortune.

Jeune représentant d'une maison de vin et spiritueux, étranger et mal connu en Saintonge, Pierre Taittinger se présente aux élections législatives de 1914 et s'impose député de la Charente-Maritime en 1919. Une carrière politique débute, la première pierre de l'empire financier est à peine posée.

Pour activer son destin politique, il crée, acquiert ou influence différents titres de la presse locale avant de partir à la conquête de Paris. Aux quatre coins de la France, comme dans la capitale, il n'a de cesse d'étendre son empire médiatique en rachetant journaux et imprimeries. À côté de la presse, il devient administrateur de sociétés les plus diverses.

Cet ouvrage est consacré à la première partie de cette saga, celle des origines. Taittinger s'y révèle comme l'un des premiers hommes politiques français à avoir compris l'importance des médias, mais ses dérives politiques interrompent définitivement sa carrière. À la Libération ses journaux sont interdits. Si désormais, le nom de Taittinger brille au cœur d'une autre province française, c'est sur les rives de la Charente qu'est fondée la dynastie.

Maître de conférences à l'Université de Nantes, Pierre Frustier a consacré plusieurs publications à l'histoire de la presse locale et à la communication touristique.

ISBN 2-84561-027-0



9 782845 610279

120 F - 18,29 € - LUP 199